

Le travail d'internationalisation des luttes : le cas de *La Vía Campesina*

Une analyse croisée France-Brésil-Inde

Delphine Thivet

Post-doctorante au sein du Programme Émergence(s) - Ville de Paris « Droit, mobilisations, discriminations »

Résumé de la thèse de doctorat de sociologie soutenue le 9 décembre 2015 à l'École des hautes études en sciences sociales. Le jury était composé de Monsieur Guillaume Devin, Professeur à l'Institut d'Études Politiques de Paris (Sciences Po), président, Madame Sophie Dubuisson-Quellier, Directrice de recherche au CNRS, Rapporteuse, Madame Liora Israël, Maître de Conférences à l'EHESS, Directrice de thèse, Monsieur Gilles Laferte, Directeur de recherche à l'INRA, Rapporteur, Madame Rose-Marie Lagrave, Directrice d'études à l'EHESS, Directrice de thèse, Monsieur Roland Lardinois, Directeur de recherche au CNRS

Introduction

Alors que l'internationalisme est souvent vu comme synonyme de « classe ouvrière », le projet d'une « internationale paysanne » semble pour le moins paradoxal tant il heurte un ensemble de représentations collectives historiquement construites à l'égard des mondes ruraux et plus particulièrement à l'égard de la paysannerie. Parmi les « anachronismes robustes¹ » que des élites urbaines, mais aussi les sciences sociales ont en partie contribué à cultiver (en lien avec des politiques spécifiques d'intervention dans les campagnes), domine une figure ambivalente du « paysan », être pré-moderne à mi-chemin entre le « civilisé » et le « primitif ». « *L'homme du pays* » apparaît dans cette perspective comme l'autochtone par excellence, enraciné à un territoire, attaché de manière primordiale à la terre (qu'il la possède ou non), profondément individualiste, et n'ayant pour dernier horizon que le clocher de sa paroisse ou l'orée du champ. Associée à ce supposé « localisme », la « politique au village » a souvent été marquée au sceau de l'arriération, toute positivité étant déniée aux pratiques politiques paysannes. Doutant de la capacité des paysans à prendre conscience de leurs intérêts collectifs du fait de leur dispersion spatiale à travers les campagnes (isolement géographique redoublé par un isolement social dû à l'usage de « patois » et à des niveaux d'instruction modestes), Karl Marx comparait par exemple, dans *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, les paysans français sous l'Ancien Régime à « un sac de pommes de terre² ». Les paysans ont pu ainsi historiquement apparaître comme des « primitifs de la révolte³ », engagés soit dans des fureurs sporadiques ou des formes insurrectionnelles (sur le modèle des jacqueries) tout aussi violentes qu'évanescentes, soit dans des formes de résistance « infrapolitique ». En réaction à ces représentations, d'autres images sociales ont cependant été forgées concernant le rapport des paysans au politique. Dans le sillage des luttes d'indépendance des pays colonisés et de la guerre du Vietnam en particulier, la figure du paysan (en particulier des pays du « Tiers-Monde ») devient celle d'une force politique centrale,

¹ Pour reprendre l'expression employée par l'anthropologue Michael Kearney « *robust anachronisms* » (*Reconceptualizing The Peasantry : Anthropology in Global Perspective*, Boulder, Westview Press, 1996, p. 1).

² Karl Marx, *18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Les Éditions sociales, 1969, p. 126-127.

³ Eric J. Hobsbawm, *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne [1952]*, Paris, Fayard, 2012.

potentiellement source motrice de changement social, voire de révolution. Un ensemble de travaux, principalement anglo-saxons (souvent inspirés de terrains sud-américains ou asiatiques), ont ainsi mis en exergue l'« engagement révolutionnaire paysan ». Dans l'un et l'autre cas, et malgré leur apparente contradiction, ces représentations tendent à essentialiser les rapports, en réalité fort hétérogènes, qu'entretiennent les paysan·ne·s au politique.

Par contraste, ma thèse de doctorat en sociologie analyse un aspect de l'« engagement paysan⁴ » jusque-là traditionnellement pensé comme contradictoire et qui ne semblait pas avoir été anticipé dans les études antérieures, à savoir son « internationalisation ». J'y étudie le développement, à partir du début des années 1980, de liens transnationaux entre des organisations agricoles et la construction, à partir du début des années 1990, d'une organisation plus ample à vocation internationale dénommée *La Vía Campesina* (« voie paysanne » en espagnol). L'« internationalisme » ou la dimension internationale du syndicalisme ont en effet majoritairement été étudiés à partir du syndicalisme ouvrier ou de salarié·e·s, et rarement, sinon jamais, à partir du syndicalisme agricole. Remontant le fil du temps, on peut toutefois trouver des exemples, plus ou moins éphémères, de liens transnationaux tissés entre syndicats agricoles au début du xx^e siècle. On peut mentionner deux tentatives d'« internationale paysanne » qui virent le jour dans les années 1920 en Europe de l'Est : d'une part, le Conseil Paysan International, dénommé aussi, par ailleurs, « Internationale rouge paysanne⁵ », basé à Moscou (*Krestintern*), d'autre part, le Bureau International Agraire créé en 1927 par l'Union nationale agraire bulgare dirigée par Alexandre Stambolinski, dite l'« Internationale Verte ». Ces deux structures à vocation internationale n'ont toutefois guère laissé de traces et ont cessé la plupart de leurs activités au lendemain de la crise de 1929. À l'inverse, *La Vía Campesina* a connu depuis sa fondation en 1993 une dynamique d'expansion relativement forte, célébrant, en 2013, vingt années d'existence. Malgré cette longévité, et un développement considérable, depuis les années 1990, de travaux portant sur les mouvements sociaux « transnationaux » ou « mondiaux » (*transnational ou global social movements*, en faveur des droits humains, de la cause féministe, des peuples autochtones, de la préservation de l'environnement, etc.), les mobilisations impliquant des acteurs agricoles « par-delà les frontières » constituent un point relativement négligé de la littérature savante.

L'ambition de cette recherche a ainsi été de restituer, tout à la fois de manière diachronique et synchronique, les pratiques et les logiques sociales présidant à la construction d'un « internationalisme » paysan, au sens d'une identité collective paysanne transcendant les appartenances nationales et fondée sur la construction de solidarités entre travailleurs de la terre par-delà les frontières nationales. Plus précisément, il s'est agi de mettre en évidence, à partir du cas de *La Vía Campesina*, le travail accompli par certaines fractions des mondes ruraux pour faire exister publiquement un groupe social par-delà les frontières nationales : les « petits et moyens paysans du Nord et du Sud », pour reprendre les termes employés par les membres de *La Vía Campesina*. Plus largement, la thèse permet de saisir et d'éclairer l'internationalisation des luttes comme un champ de pratiques sociales visant, pour des

⁴ Eric Wolf, *Les guerres paysannes du vingtième siècle*, Paris, Éditions François Maspero, 1974.

⁵ Soit l'abréviation du russe *Krestianskii internatsional*. Voir George D. Jackson Jr., *Comintern and Peasant in Eastern Europe (1919-1930)*, New York, Londres, Columbia University Press, 1966 ; Jean Vigreux, *La faucille après le marteau. Le communisme aux champs dans l'entre-deux-guerres*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2012.

groupes *a priori* moins dotés, à se réappropriier des instruments de production symbolique plus en accord avec leurs intérêts.

Ce texte présente les principales analyses conduites dans la thèse intitulée « Le travail d'internationalisation des luttes : le cas de La Vía Campesina. Une analyse croisée France-Brésil-Inde ». Après une présentation de la perspective analytique, du dispositif d'enquête ainsi que les choix méthodologiques qui ont guidé cette recherche, ses principaux résultats se trouvent résumés en suivant le fil des chapitres qui composent la thèse. Les développements socio-historiques permettent tout d'abord de montrer que *La Vía Campesina* émerge au confluent d'héritages, de traditions de lutte, d'expériences militantes multiples, voire hétérogènes, mais reflétant des positions homologues dans leurs champs nationaux respectifs. La perspective qui a guidé cette sociogenèse repose en effet sur la volonté de se déprendre d'une approche de type téléologique selon laquelle la mondialisation des enjeux agricoles (notamment les négociations multilatérales commerciales entourant l'*Uruguay Round*) aurait – par une sorte de nécessité – entraîné la mondialisation des luttes paysannes : je me suis proposée *a contrario* de prendre pour point de départ de l'analyse les enjeux propres rencontrés par les mouvements paysans dans leur sphère nationale d'appartenance et les diverses voies par lesquelles ils ont été progressivement conduits à élargir à la fois leur horizon social et géographique. Les développements qui suivent mettent en évidence les pratiques effectives mises en œuvre par les militants pour que leur mouvement puisse être visible, audible, et bénéficier d'une attention publique accrue dans les espaces internationaux. Ils s'attachent enfin à saisir les effets du processus d'internationalisation sur les pratiques et les savoir-faire militants.

Perspective analytique, dispositif d'enquête, choix méthodologiques de la recherche

La perspective analytique qui a guidé cette thèse a été, tout d'abord, d'appréhender le travail d'internationalisation des luttes « au ras du sol⁶ ». Loin d'une analyse abstraite et désincarnée, cette thèse est en effet traversée par un souci de restituer la « part des acteurs », c'est-à-dire leur capacité à créer eux-mêmes des opportunités en vue de l'émergence et du déploiement d'actions collectives transnationales. Sans nier le poids de certaines transformations macro-structurelles et objectives sur les formes de la contestation elle-même, je me suis efforcée de me distancier d'une interprétation en termes de « structure des opportunités politiques » dans laquelle *La Vía Campesina* apparaît comme une forme d'« ajustement » de la contestation sociale agricole à un déplacement des politiques agricoles au niveau supranational. Ma thèse permet de montrer que les différentes échelles de l'action collective ne s'imposent pas d'emblée aux mouvements sociaux en fonction d'enjeux spécifiques proprement « locaux », « nationaux » ou « mondiaux », mais sont socialement construites et exigent un travail militant soutenu à la fois sur le plan matériel et discursif. Une attention particulière a en outre été prêtée au processus d'articulation, de négociation et d'ajustement des appartenances nationales et militantes préexistantes dans la construction d'un mouvement social transnational. La thèse a permis de mettre au jour les emprunts, importations, hybridations mais aussi les « frictions » (au sens de l'anthropologue Anna Lowenhaupt Tsing⁷) à l'œuvre dans l'espace militant international. Il s'est agi, enfin, de

⁶ Selon l'expression de Jacques Revel, « L'histoire au ras du sol » dans Giovanni Levi, *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1989, p. I-XXXIII.

⁷ Pour Anna L. Tsing, les relations transnationales ne reposent pas nécessairement sur un univers de sens partagé, une cohésion et une compréhension mutuelle entre les agents

mettre en exergue les effets d'accélération de la circulation de discours, de compétences, de savoir-faire et de répertoires d'action militants résultant de l'internationalisation des luttes. La thèse explore ainsi les usages différenciés et les effets en retour sur les discours et les pratiques, tant pour les organisations que pour les militants eux-mêmes, de ce militantisme qui s'invente à une autre échelle de lutte.

Sur le plan méthodologique, ma thèse propose un dispositif d'enquête combinant ethnographie multi-située et histoire croisée. Afin de répondre aux problèmes spécifiques que pose l'étude sociologique d'un processus transnational, j'ai en effet adopté une stratégie d'enquête fondée sur la variation à la fois des échelles et des lieux d'observation. L'impossibilité de porter de manière approfondie l'analyse sur la centaine d'organisations membres qui composent *La Vía Campesina*, ajoutée au fait que cette dernière n'a pas véritablement de siège social officiel permanent dans un endroit donné de l'espace, m'a conduite à sélectionner trois organisations membres, issues de pays et continents différents : la Confédération paysanne, syndicat agricole français créé en 1987 ; le Mouvement des Travailleurs Ruraux sans Terre (MST)⁸ fondé dans le Sud du Brésil en 1984 ; et enfin, l'Association des cultivateurs du Karnataka (désignée dans la thèse sous l'acronyme KRRS⁹), créée en 1980 dans l'état du Karnataka au sud de l'Inde. Ce choix répond tout d'abord à une volonté de décentrer le regard généralement focalisé sur des organisations dites du « Nord », en incluant des organisations d'Amérique du Sud et d'Asie du Sud-est. Il s'est justifié en outre par le fait que la France, le Brésil et l'Inde sont tous trois des « grandes puissances agricoles », et ont été marqués par des processus de « dé-paysannisation » et de modernisation agricole. En effet, dans chacun de ces trois pays, on observe les effets de ces processus sur une fraction des agriculteurs, même s'ils agissent selon des temporalités légèrement décalées et n'affectent pas les membres des trois organisations de manière identique. Le choix de ces trois organisations repose enfin sur des raisons propres à l'histoire de *La Vía Campesina* : la Confédération Paysanne et le MST en sont membres fondateurs, quant au KRRS, il l'a très tôt rejointe, officiellement en 1996, lors de sa Deuxième Conférence internationale au Mexique. Ces trois organisations ont par conséquent été impliquées dans le processus de construction de *La Vía Campesina* quasiment depuis le commencement. À ce titre, chacune a bénéficié sans discontinuer d'un siège, *via* ses délégué·e·s, dans le « Comité de Coordination Internationale » qui a pour tâche de mettre en œuvre les décisions et les stratégies décidées par les différents membres et qui assure la représentation publique de *La Vía Campesina*.

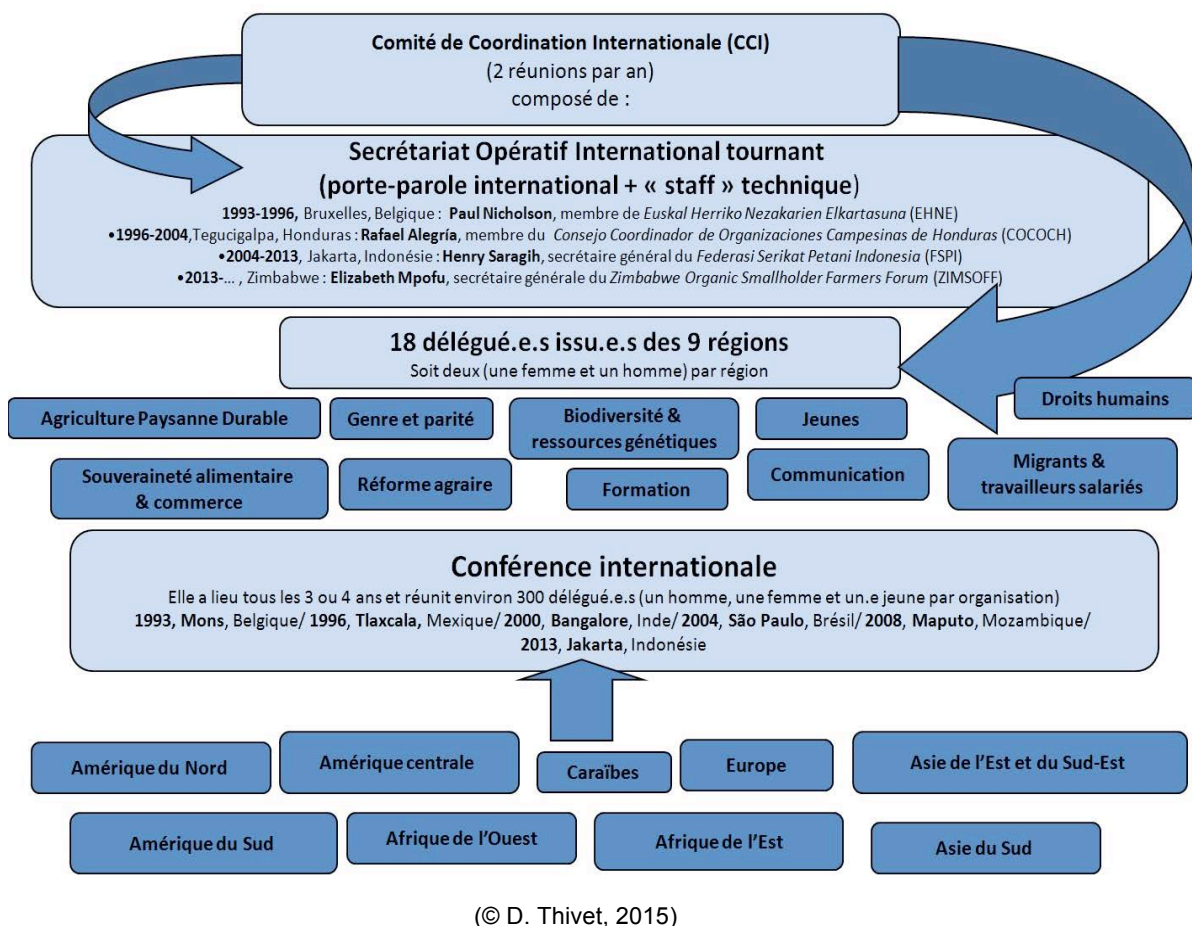
sociaux. Elle met au contraire l'accent sur les « malentendus », l'instabilité des processus de compréhension mutuelle, les heurts, les dissonances, les désaccords, tout ce qu'elle essaie de cerner par le terme de « friction » (*Friction. An Ethnography of Global Connection*, Princeton, Princeton University Press, 2005).

⁸ *Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra*.

⁹ Karnataka Rajya Raitha Sangha.

Présentation synthétique de la structuration organisationnelle de *La Via Campesina*

Comme tout schéma, celui-ci peut tendre à donner une représentation fixiste ou par trop figée de l'organisation politique de *La Via Campesina*. Il convient par conséquent de garder à l'esprit que la réalité de l'organisation est beaucoup plus fluide et qu'elle a été construite de manière progressive (notamment par la mise en place de la parité au sein du Comité de Coordination Internationale, le découpage en différentes régions, la création de groupes de travail, etc.).



La Confédération Paysanne, à travers la Coordination Paysanne Européenne (CPE) basée à Bruxelles (Belgique), a assuré la coordination internationale de *La Via Campesina* lors de ses trois premières années d'existence (1993-1996). Le KRRS a quant à lui organisé et accueilli en 2000 la Troisième Conférence internationale de *La Via Campesina* à Bangalore (Inde). Le MST a organisé la Quatrième Conférence internationale en juin 2004, à São Paulo (Brésil).

Si le choix de ces trois organisations ne conduit qu'à une compréhension partielle (et par conséquent non exhaustive) de la dynamique de construction de *La Via Campesina*, il a permis cependant de varier, croiser et accumuler sources et matériaux. Il a aussi invité à redoubler de réflexivité quant aux catégories mobilisées sans nécessairement les interroger au préalable, par exemple la catégorie de « paysan », laquelle ne recouvre pas, par-delà sa construction en tant que catégorie politique et militante, une réalité uniforme et homogène selon les pays et les régions. Cette thèse se fonde par conséquent sur la combinaison de plusieurs terrains

d'enquête réalisés principalement au sein de trois espaces nationaux en France, au Brésil et en Inde de 2009 à 2013. Ces derniers ont donné lieu à plus de soixante-quatorze entretiens semi-directifs ainsi qu'à des observations réalisées principalement dans les trois pays choisis, mais aussi plus ponctuellement dans d'autres lieux, à la fois auprès d'autres organisations membres de *La Via Campesina*, dans des organisations nationales concurrentes, dans des organisations internationales onusiennes, ou encore dans des fractions des mondes ruraux non représentés dans *La Via Campesina* (enquête auprès de travailleurs ruraux indiens, dans les *slums* et dans les campagnes environnantes de Bangalore).

L'autre partie de l'enquête qui, en réalité, a constitué le premier temps de la recherche, se caractérise par une démarche génétique, relationnelle et processuelle. S'inspirant de l'histoire croisée, ma thèse s'est proposée de « délier » le présent pour saisir la complexité du processus qui lui avait donné sa configuration et qui avait permis à des mondes initialement tenus comme lointains et séparés de se rejoindre en des lieux et des moments particuliers. Elle repose ainsi sur l'étude et le croisement de différents fonds d'archives (essentiellement les archives des trois organisations étudiées, des archives personnelles de militant·e·s ainsi que des archives de presse) afin de prendre en considération la constitution historique et située du phénomène de transnationalisation des luttes paysannes et d'en reconstituer la sociogenèse. Je me suis en effet immergée dans les histoires singulières au principe de l'émergence des trois organisations étudiées en m'efforçant de retracer la manière dont les contours d'une « internationale paysanne » ont progressivement été tracés. Tout en situant l'engagement transnational des organisations paysannes qui participent aujourd'hui à *La Via Campesina* dans une continuité historique, il s'est agi de le « dénaturer » en variant les échelles d'analyse et en s'efforçant de resituer cet engagement à la lumière des trajectoires et des intentions des acteurs qui y participent, mais aussi du contexte qui s'impose ou non à eux. L'étude des archives a permis en effet de reconstituer le travail intermédiaire, non immédiatement visible, d'« arrière-plan » qui a rendu possible – en amont et en parallèle – la construction par-delà les frontières nationales de liens entre militant·e·s et entre organisations agricoles à mesure des années *via*, par exemple, des programmes d'échanges officiels ou des voyages de militant·e·s à l'étranger. L'usage des archives a en outre eu l'avantage de s'efforcer, malgré son caractère nécessairement elliptique, d'approfondir à la fois les détails, les incertitudes, les fractures et contradictions éventuelles à l'œuvre dans ce processus historique. Dans cette perspective, penser la genèse du « cas » *La Via Campesina* a consisté à montrer que l'« internationalisation » des luttes paysannes ne préexistait pas à sa construction sociale et politique, autrement dit, que celle-ci s'incarnait à la fois dans des actions singulières et des productions discursives et s'accomplissait par des voies plurielles.

Le croisement de différents fonds d'archives

Dans cette thèse, j'ai cherché à remonter le temps essentiellement jusqu'aux années 1970-1980¹⁰ car elles correspondent peu ou prou à la période de fondation des trois organisations sur lesquelles j'ai choisi de porter plus particulièrement mon attention. Le corpus de matériaux archivistiques est constitué à partir, à la fois, d'archives internes de la Confédération Paysanne et du MST et d'archives de *La Via Campesina* (les premières années de coordination de cette dernière ayant été hébergées à Bruxelles avec une forte implication de la part de membres de la Confédération Paysanne). Je détaille ci-dessous et dans l'ordre chronologique de ma recherche les principaux fonds consultés :

Les archives de la Confédération Paysanne (Bagnolet) ;

Les archives de la Coordination Paysanne Européenne (Bruxelles) ;

Les archives de la Confédération Nationale des Syndicats Travailleurs Paysans (CNSTP) et de la *FNSP* (Fédération nationale des syndicats paysans (FNSP) au Centre d'Histoire du Travail (Nantes) ;

Les archives personnelles prêtées par André Puygrenier (ancien CNSTP) et par Albert Ody (ancien FNSP), agriculteurs confédérés à la retraite.

Les archives du MST au sein du « Núcleo de Pesquisa, Documentação e Referência sobre Movimentos Sociais e Políticas Públicas no Campo », de l'Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro (CPDA/UFRRJ) (Rio de Janeiro) et au « Centro de Documentação e Memória » (CEDEM), Universidade Estadual Paulista Júlio de Mesquita Filho (UNESP) (São Paulo).

Les archives de presse de journaux indiens en anglais (*The Hindu* et *Deccan Herald* principalement), conservées à la bibliothèque de la Christ University (Bangalore).

Malgré la dimension lacunaire et fragmentaire de chacun de ces fonds d'archives, je me suis efforcée, quand cela était possible, comme dans un puzzle, de reconstituer les deux bouts d'une relation tissée par-delà les frontières nationales.

Histoires des mouvements paysans en France, au Brésil et en Inde

Avant d'explorer la manière dont le processus d'internationalisation des luttes paysannes s'est déroulé et est entré dans l'horizon de sens, mais également s'est matérialisé dans les pratiques des acteurs étudiés, la thèse s'ouvre par un retour sur les histoires et expériences singulières d'émergence de la Confédération Paysanne, du MST et enfin du KRRS. L'hétérogénéité et la dissemblance qui caractérisent ces trois organisations sur de multiples plans et dans le détail de leurs histoires locales et nationales propres ne peuvent dans un premier temps qu'affermir l'étonnement suscité par leur mise en relation progressive et leur convergence au cours des années 1990 au sein de ce qui deviendra *La Via Campesina*. Nulle affinité n'apparaît en effet *a priori* entre un « paysan-travailleur » français, un *sem terra* (« sans terre ») brésilien et un paysan indien de caste dominante¹¹. Or, loin de s'être accompli de manière unilinéaire et mécanique, le travail d'internationalisation ne peut être appréhendé qu'en portant attention aux dynamiques propres à chaque organisation – c'est-à-dire aux temporalités multiples et spécifiques de ce travail pour chacune au plan national – ainsi qu'aux convergences, concomitances, voire interpénétrations progressives : d'où l'intérêt heuristique de remonter le fil du temps et de déplier le présent – au-delà du « roman des origines » que toute organisation est encline à créer et à diffuser – en une pluralité d'histoires locales et nationales plus ou moins synchrones et liées entre elles, qui s'entrecroisent ponctuellement, se rejoignent temporairement et parfois convergent durablement. Ce chapitre montre que le tissage de liens transnationaux commence à

¹⁰ Dans le cas de l'Inde, cette chronologie a été allongée jusqu'aux années de post-Indépendance.

¹¹ Au sens de M. N. Srinivas, *Castes in Modern India and Other Essays*, Bombay, Asia Publishing House, 1962 : la caste dominante est celle qui domine numériquement dans une localité donnée et qui concentre généralement le pouvoir socio-économique et politique.

poindre dans ces organisations relativement jeunes et souvent dissidentes dans leur espace national respectif, à la fin des années 1980, c'est-à-dire après une décennie d'effort de la part de chacune d'entre elles, jusqu'alors circonscrites autour de conflits locaux, en vue de trouver sa place, de s'étendre et de se consolider au plan national.

Chacune de ces organisations partage en effet, par le fait même de leur émergence vers la fin des années 1970 et le début des années 1980, le fait d'avoir instauré une concurrence nouvelle au sein des instances prétendant habituellement à la représentation de la paysannerie dans leur champ national respectif : rupture du monopole de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) depuis l'après-guerre en France, protestation à l'égard de l'institutionnalisation et de la bureaucratisation du syndicalisme rural sous la dictature militaire brésilienne, fin de la quasi-hégémonie des partis politiques de gauche dans les campagnes indiennes. Autre point de convergence, dans chacun des trois pays, on constate en arrière-plan le poids structurel sur ces mouvements de la « modernisation agricole », même si celle-ci s'accomplit selon des temporalités légèrement décalées et n'affecte pas les membres de ces trois organisations d'une manière identique : jeunes agriculteurs français initialement engagés avec enthousiasme dans l'« aventure » puis devenus conscients des « coûts du progrès » dans les années 1960-1970, *colonos* du Sud brésilien touchés de plein fouet par les grands projets de développement et l'extension des monocultures dans les années 1970, paysannerie moyenne indienne tirant profit, à partir du milieu des années 1960, de la « révolution verte » et en subissant progressivement les séquelles économiques dans les années 1970-1980.

Dernier point marquant une sorte de résonance entre ces trois organisations : leur émergence et leur consolidation au plan local et/ou national se situent elles-mêmes au croisement de processus d'internationalisation antérieurs et/ou contemporains. À travers le rôle joué notamment par tout un ensemble d'agents originaires externes au monde agricole, apparaissent en filigrane l'héritage des militants de gauche – tels ceux des partis ouvriers et socialistes – ou encore l'influence apparemment lointaine du *Komintern* sur les stratégies propres des partis communistes nationaux à l'égard du monde rural, mais aussi l'impact d'un mouvement religieux spécifique pour le monde rural (en France, *via* la Jeunesse agricole catholique et en Amérique latine notamment *via* la théologie de la libération). Dans les trois pays étudiés, on observe que les paysan·ne·s ont réussi, sous l'impulsion initiale de ces deux forces, à dépasser leur isolement, à communiquer, à s'organiser et à se mobiliser plus ou moins durablement. La transnationalisation des mouvements paysans qui s'intensifie dans les années 1980 puis 1990 apparaît ainsi, en quelque sorte, préparée par les acquis légués par ces deux mêmes forces – c'est-à-dire à la fois l'internationalisme socialiste/communiste et la circulation de réseaux transcontinentaux propre au monde chrétien –, tout en étant complétée par une troisième force ayant elle-même « capitalisé » des éléments des deux premières et émergeant à la fin de la Guerre froide, à savoir, les Organisations non gouvernementales (ONG).

Tableau récapitulatif présentant les trois organisations étudiées dans la thèse

Organisation	« Ancêtres » ou inspirateurs	Adversaires principaux	Caractéristiques sociopolitiques	Date officielle de création
Confédération Paysanne	<ul style="list-style-type: none"> • Tendance « Paysans-Travailleurs » (années 1970) – Confédération nationale des syndicats de travailleurs-paysans (CNSTP) (1981) ; • Fédération nationale des syndicats paysans (FNSP) • Autres mouvements en dissidence avec la FNSEA (1970-1980) 	<ul style="list-style-type: none"> • La FNSEA accusée de monopoliser la représentation des paysans 	<ul style="list-style-type: none"> • Petits et moyens agriculteurs « modernisés » ; • Influence du christianisme social et de Mai 68 ; • Extrême gauche non communiste ; Parti Socialiste Unifié 	<p>4 juin 1981 (pour la CNSTP)</p> <p>29 avril 1987 (pour la Confédération Paysanne)</p>
MST	<ul style="list-style-type: none"> • <i>União de Lavradores e Trabalhadores Agrícolas do Brasil</i> (ULTAB) créé en 1954 par le Parti Communiste Brésilien ; • Ligues Paysannes 	<ul style="list-style-type: none"> • Logique assistentielle et bureaucratique de la <i>Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura</i> (CONTAG) sous la dictature militaire ; • Latifundistes 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Colonos</i>¹² ou <i>posseiros</i>¹³ touchés par la modernisation agricole et les grands projets de développement, expulsés de leurs terres ou ayant rencontré des difficultés d'accès à la terre (<i>minifúndios</i>) ; • Formation au sein des Communautés ecclésiales de base ; • Influence de la théologie de la libération 	22 janvier 1984
KRRS	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Bharatiya Kranti Dal</i> (BKD), parti politique créé en 1967 par Chaudhary Charan Singh pour défendre les intérêts de la paysannerie aisée et moyenne ; • <i>Thamizhaga Vivasayigal Sangam</i> (TVS) créée en 1973 et dirigée par Narayana Swamy Naidu dans le Tamil Nadu • Révolte de Malaprabha (juillet 1980) 	<ul style="list-style-type: none"> • Les mouvements de métayers (<i>tenants</i>) et travailleurs agricoles organisés par les partis communistes ; • Agents de l'Etat chargés de collecter des taxes et de fixer les prix agricoles ; • Le monde urbain et industriel 	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculteurs « moyens », voire aisés, ayant bénéficié à la fois de la réforme agraire et de la « révolution verte », mais ayant subi de manière croissante une baisse de rémunération à la fin des années 1970 ; • Castes « dominantes » et anti-brahmaniques (<i>okkaligas</i> et <i>lingayats</i>) du Karnataka ; • Cultivateurs issus des zones irriguées et spécialisées dans les cultures de rente (type canne à sucre) ; • Socialisme de type gandhien et non communiste (lohiaïsme) 	Août 1980

¹² Terme utilisé dans le Sud du Brésil (Rio Grande do Sul et Santa Catarina) pour désigner un petit agriculteur. Il fait référence aux émigrés issus d'Europe (Allemagne, Italie, Pologne) à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Chacun reçut de la part du gouvernement brésilien un lot d'environ vingt-cinq hectares dénommé « *colônia* ». Dans la région de São Paulo et plus précisément dans les grandes plantations de café, le terme « *colono* » désignait un ouvrier agricole d'origine européenne sous contrat qui disposait du droit de cultiver une petite parcelle pour son autoconsommation.

¹³ Paysans cultivant un petit *sítio* dont il a l'usage (*posse*), mais non le titre de propriété, sur des terres en friche (*devolutas*) ou dont les propriétaires sont inconnus.

Les prémices d'une internationalisation des solidarités paysannes

L'analyse socio-historique s'appuie en outre sur des fragments de mémoires militantes et des archives, lesquels permettent de mettre en évidence en particulier le travail d'extension des solidarités hors du monde rural et par-delà les frontières nationales accompli par les ancêtres de la Confédération Paysanne, par le MST et par le KRRS, dès les années 1970 et jusqu'à l'orée des années 1990. La « solidarité » se trouve en effet maintes fois invoquée comme « cause finale » dès lors qu'il s'agit, pour les acteurs, de décrire ou de justifier le tissage de liens transnationaux. Or, on a cherché à spécifier dans la thèse quelles sont les différentes significations attachées par les acteurs sociaux étudiés aux relations multiformes qu'ils créent et entretiennent au nom, précisément, de la « solidarité ». On s'est attaché également à mettre en lumière la manière dont ce terme sans cesse évoqué se trouve traduit par ces mêmes acteurs dans des pratiques concrètes et contribue progressivement à fabriquer, entre acteurs sociaux *a priori* socialement et/ou géographiquement éloignés, le sens d'une communauté de destin.

La thèse met en lumière la série d'épreuves de reconnaissance et de brouillage des repères qu'embrasse ce processus : loin de nier leurs différences, les militant·e·s opèrent toutefois un travail cognitif destiné à cibler des correspondances ou à pointer des similitudes. Ce processus a pu être facilité, à ses débuts, par la mobilisation d'une catégorie elle-même à teneur fortement unifiante, celle de « travailleur », mais aussi par la présence de passeurs extérieurs au groupe (tels que les réseaux chrétiens de la théologie de la libération dans le cas du MST ou les réseaux militants écologistes dans le cas du KRRS), doués de compétences, de schèmes d'universalisation (notamment par le biais de la religion catholique principalement) et de ressources propres (notamment un capital social international), réinvestis au service des organisations paysannes. On montre en outre qu'au cours de ce processus, l'ensemble des liens noués par les organisations paysannes avec d'autres groupes sociaux et avec des organisations paysannes d'autres pays a en retour influencé tant leurs discours que leurs pratiques et répertoires d'action collective.

Le cas indien a quant à lui offert un contrepoint heuristique permettant de saisir, *a contrario*, ce qui a pu faire obstacle et ainsi différer l'entrée des cultivateurs du Karnataka dans le processus de construction d'une solidarité internationale avec des agriculteurs d'autres pays. Il révèle en effet que l'intérêt pour une échelle de mobilisation internationale et même nationale ne va nullement de soi et que l'inscription de mouvements sociaux dans une dynamique transnationale peut découler de motivations très éloignées d'un cosmopolitisme supposé. Trois éléments en particulier sont apparus saillants : le poids des loyautés premières (notamment, par définition, la faible « inclusivité » de la caste à l'égard de tout élément extérieur à elle), l'influence paradoxale du gandhisme comme cadre cognitif « nationaliste », enfin, l'absence prolongée, jusqu'à l'alliance avec les militant·e·s écologistes, de relais transnationaux dans les campagnes indiennes.

Prémices d'une solidarité internationale paysanne à partir des liens tissés entre la Confédération nationale des syndicats de travailleurs-paysans (France) et la Coordinadora nacional Plan de Alaya (Mexique)

Dozier Mexique

Pour une solidarité paysanne internationale

Le Mexique donne à la CNSTP l'opportunité de chercher à aller plus loin dans la concrétisation d'une solidarité internationale paysanne.

Trois Mexicains délégués par la CNPA seront prochainement accueillis en France par la CNSTP. Si celle-ci peut apporter des éléments de réflexion tant sur l'évolution des luttes paysannes face à l'intégration capitaliste que sur le mode d'organisation syndicale, nous pensons avoir beaucoup à apprendre de l'organisation collective des paysans mexicains au sein des ejidos.

De plus, si l'expression des paysans progressistes dans les pays capitalistes avancés n'est pas amplifiée par l'adhésion à un mouvement populaire beaucoup plus large et qui dépasse les frontières, quelle est la signification de notre lutte syndicale ?

C'est bien sûr dans la réciprocité que peut s'établir une coopération accrue entre la CNSTP et les paysans mexicains militants de la CNPA et des ejidos. Au-delà de cette organisation (solidarité face à la répression, confrontation de nos analyses et de nos luttes au travers par exemple des programmes de formation communs, etc.), nous entendons acquérir un nouvel espace pour les relations internationales entre travailleur, dimensions à part entière du droit syndical que revendique la CNSTP.

(Source : *Travailleur Paysan*, n°37, mars 1985, p. 13 ; c'est moi qui souligne)



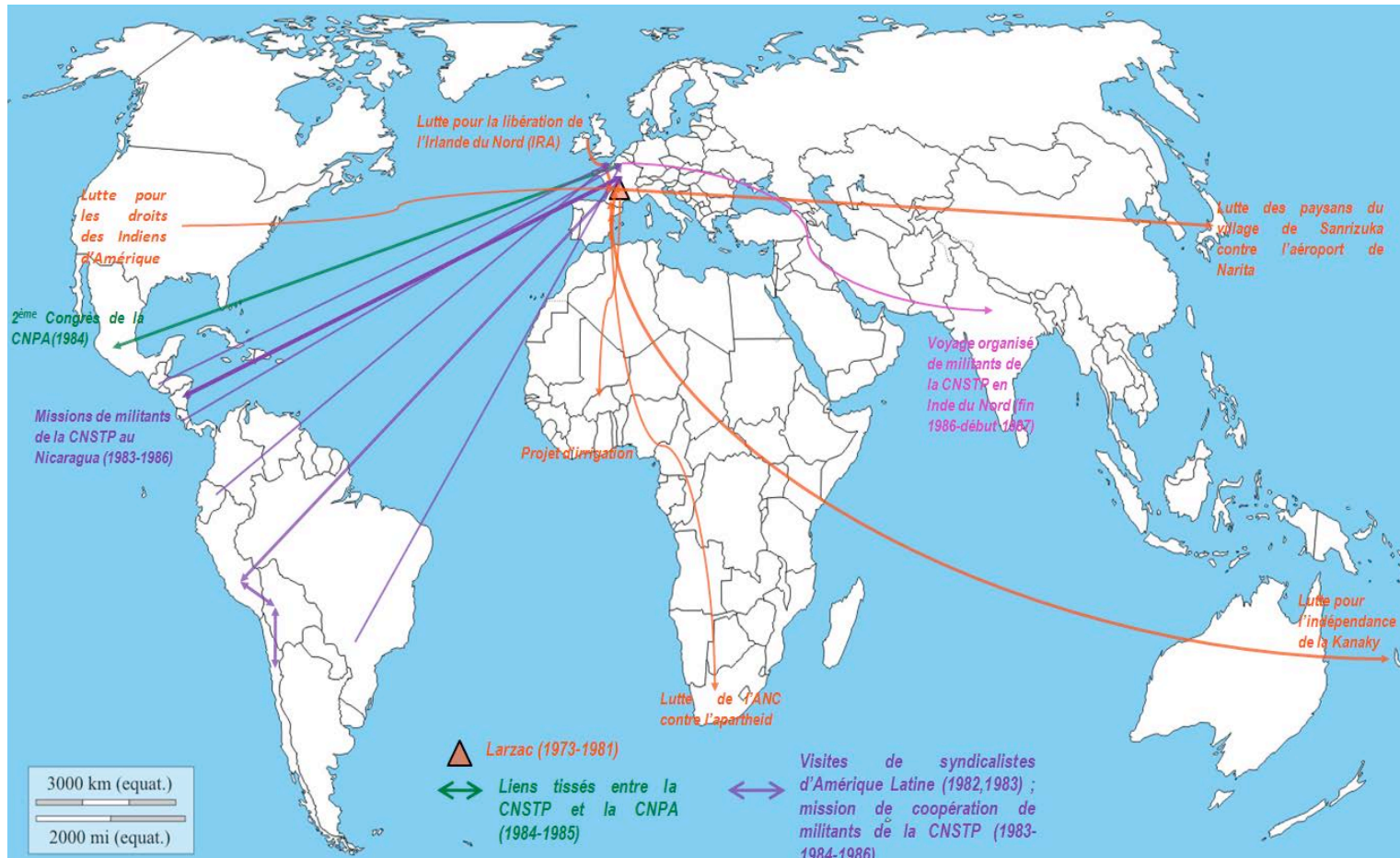
Mr. Mohammed Idris of Malaysia (with black cap), chairman of the third world network, and Prof. M. D. Nanjundaswamy, president of the Karnataka Rajya Raitha Sangha, rising their clasped hands to symbolise farmers' solidarity at the rally in Bangalore on Saturday. The Uttar Pradesh farmers leader, Mr. Tikait, and Mr. Tewelde (right) of Ethiopia, are also seen.

Le leader du KRRS, Nanjundaswamy aux côtés de Tikait (leader du Bharatiya Kisan Union d'Uttar Pradesh) et de représentants de Malaisie et d'Éthiopie, lors de l'*International Conference on Third World Farmers' Rights and Sustainable Agriculture*, Bangalore, 2 octobre 1993.

(source : *The Hindu*, 3 octobre 1993, p. 4)

Représentation simplifiée des principaux liens de solidarité internationale tissés par les « Paysans-Travailleurs » et la Confédération nationale des syndicats de travailleurs-paysans (CNSTP) dans le cadre de leurs activités syndicales dans les années 1970-1980

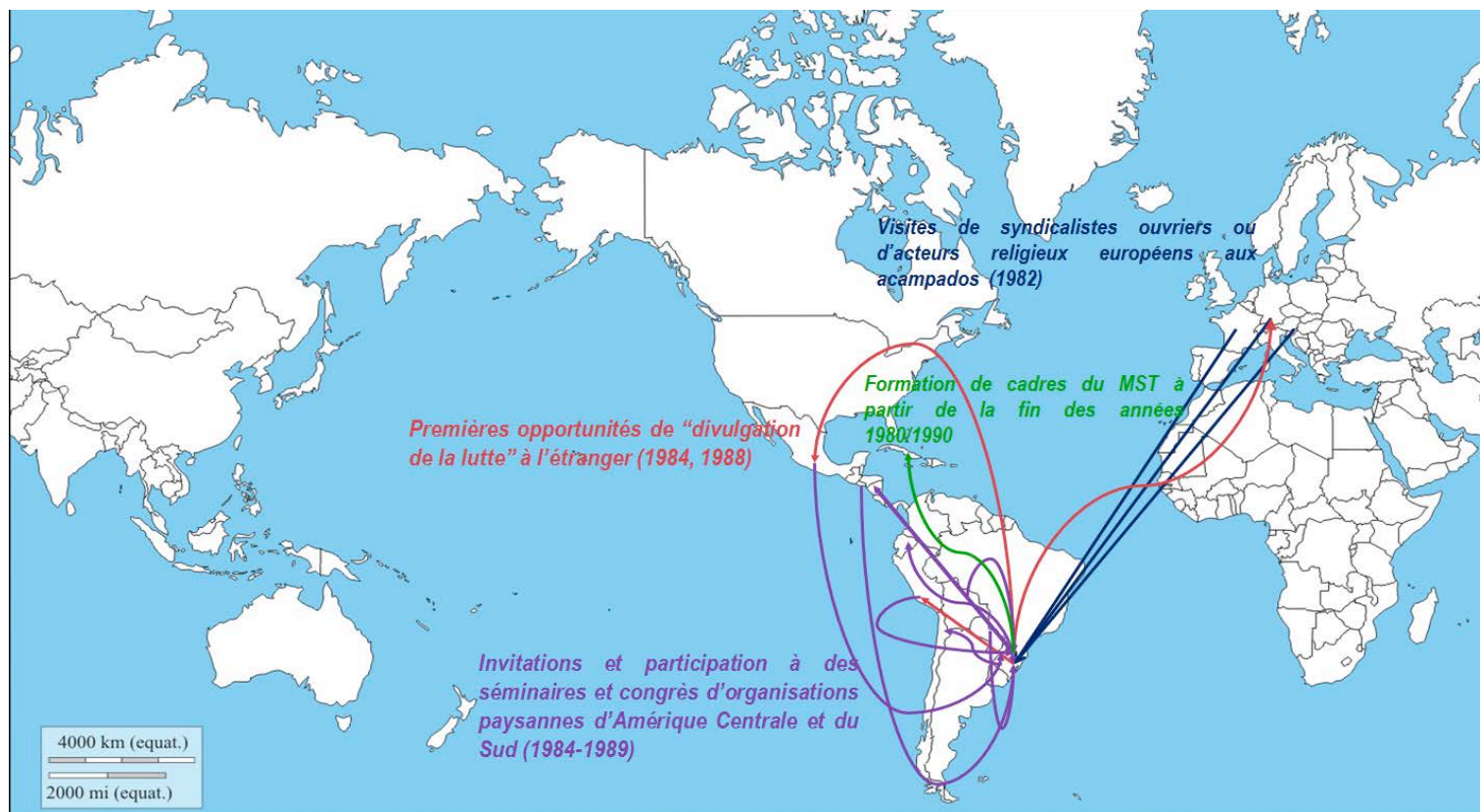
On note l'importance de la lutte du Larzac comme « creuset d'internationalisme », la prédominance de liens tissés avec l'Amérique Centrale (notamment avec le Nicaragua sandiniste) et du Sud, la quasi-absence de liens avec l'Amérique du Nord, l'Afrique et l'Asie.



(fonds de carte © d-maps.com ; © D. Thivet, 2015)

Représentation simplifiée des principaux liens de solidarité internationale tissés par les *colonos* sans terre puis par le MST dans les années 1980

On peut observer ici quelques liens tissés avec l'Europe (notamment avec l'Allemagne via l'Église luthérienne) surtout au début de la lutte des *colonos sem terra* (1982-1983). Puis on note, à partir de la fondation du MST (1984), le développement et la prégnance des liens tissés à l'échelle du « continent » entre organisations paysannes d'Amérique du Sud et d'Amérique Centrale (notamment avec le Nicaragua sandiniste). Les liens avec Cuba naissent à la toute fin des années 1980. Enfin, les liens avec l'Amérique du Nord, l'Afrique et l'Asie apparaissent quasiment inexistantes jusqu'au début des années 1990.



(fonds de carte © d-maps.com ; © D. Thivet, 2015)

La reconstruction du cheminement interne des trois organisations a ainsi permis de révéler les logiques propres guidant leurs pratiques respectives de construction de solidarités : initialement rempart à l'isolement et à la vulnérabilité sociale des luttes et moyen d'étendre des soutiens matériels et financiers éventuels, stratégies d'alliances plus élaborées en vue d'un décroisement social – notamment *via* des liens noués avec le monde ouvrier et urbain –, volonté d'apprendre de l'expérience de ses homologues dans d'autres pays, ou encore stratégie réactive et pragmatique face à ce qui est perçu comme étant une menace imminente, ces différentes formes de solidarité passent par la production d'échelles d'action multiples.

L'internationalisation : un patient travail de coalition entre organisations paysannes régionales

Les années 1990 constituent une séquence décisive dans l'émergence de *La Vía Campesina*. Leur examen a permis de suivre la dynamique propre de transnationalisation des organisations paysannes tout en la complexifiant. Il s'est agi en effet de restituer les mécanismes d'intégration régionale accrue qui se sont faits jour notamment en Europe et en Amérique dans les années 1980-1990, telles la Coordination Paysanne Européenne (CPE) en Europe, l'*Asociación de Organizaciones Campesinas Centroamericanas para la Cooperación y el Desarrollo* (ASOCODE) en Amérique centrale et la *Coordinadora Latino Americana de las Organizaciones del Campo* (CLOC) en Amérique du Sud, pour ensuite mettre en lumière la construction, au début des années 1990, de coalitions opposées aux négociations du *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT). C'est au cours de ces expériences régionales/continentales que s'énoncent et se cristallisent peu à peu des groupes sociaux plus ou moins homologues, occupant des positions dominées dans leurs champs et espaces nationaux respectifs : « les petits et moyens paysans » d'Europe, « les petits et moyens producteurs » d'Amérique centrale, les « paysans, indiens, afro-descendants » d'Amérique du Sud. La conjonction de la crise agricole et de l'ouverture de négociations multilatérales commerciales dans le cadre du GATT dans les années 1980 cristallise par ailleurs, chez un certain nombre d'agriculteurs, une « subversion cognitive¹⁴ », prélude à une subversion politique, c'est-à-dire à un engagement dans des actions collectives destinées à transformer le monde social conformément à leurs intérêts. Réunis dans un premier temps par l'affirmation de ce qui les distingue, voire les oppose et notamment par l'identification d'un « ennemi commun », un certain nombre de militants paysans procèdent à un renversement discursif de la logique agonistique promue par l'idéologie néolibérale (« la compétition de tous contre tous ») dans le cadre des accords commerciaux agricoles de l'*Uruguay Round* : promouvant l'union « des petits et moyens du Nord et du Sud », ils parviennent ainsi stratégiquement à énoncer l'identité d'un « Nous » encore en devenir, qui aspire à une représentation autonome et revendique une place dans les arènes publiques internationales. La thèse montre comment l'ensemble de ces expériences parvient en partie à se fédérer et à progressivement donner naissance en 1993 à un « mouvement paysan international », indépendant d'une quelconque structure fédérative, d'un quelconque parti ou de tout autre organisation « non paysanne », dénommé *La Vía Campesina*. *La Vía Campesina* apparaît en effet comme une synthèse complexe à la fois des expériences menées, antérieurement ou concomitamment par la CPE, l'ASOCODE et la CLOC. De ces trois cas en particulier et par-delà leurs spécificités propres, elle hérite de ressources militantes, d'une structure à caractère ouvert, faiblement institutionnalisée et à visée non hiérarchique et non bureaucratique. L'autonomie de chaque organisation membre, jalousement revendiquée par les membres fondateurs, traduit le rejet par ces derniers de ce qu'ils perçoivent comme ayant été jusque-là le fonctionnement habituel des fédérations et confédérations syndicales (dans le contexte notamment de la Guerre froide et du poids historique des dictatures militaires ou du stalinisme dans les appareils syndicaux). Se gardant d'un côté de la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA) qui a monopolisé la représentation des agriculteurs sur la scène internationale

¹⁴ Pierre Bourdieu, « Décrire et prescrire [Note sur les conditions de possibilité et les limites de l'efficacité politique] », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1981, vol. 38, n° 1, p. 69.

jusqu'au début des années 1990, et de l'autre, de la mainmise des ONG de développement ou de solidarité internationale sur la maîtrise et la direction de *La Via Campesina*, des militant·e·s aux trajectoires hétérogènes entendent définir une « cause paysanne internationalisée » et en être les seul·e·s porte-parole légitimes.

Compte-rendu de la cinquième rencontre paysanne européenne, Kientzheim (Alsace), organisée par la Confédération nationale des syndicats de travailleurs-paysans (CNTSP) (Le Travailleur Paysan, n°25, mars 1984)

1984 - France vie syndicale

13 organisations paysannes européennes



Ensemble

A Kientzheim, en Alsace, les organisations de petits et moyens paysans de 6 pays différents ont pris la mesure de leurs convergences et de leur force à l'échelle d'une Europe qui ne s'arrête pas aux frontières du Marché Commun.

A Kientzheim tout le monde ou presque était au rendez-vous (1), signe évident d'une même détermination. 3 thèmes principaux ont fait l'objet de longues séances de travail :

- la rémunération du travail paysan et sa garantie, tant au point de vue des principes à partir desquels devrait être définie une rémunération juste, que des moyens techniques pour y parvenir ;
- les conséquences de la politique agricole et des échanges agro-alimentaires au niveau mondial sur les paysans en Europe et sur les paysans du Tiers-Monde ;
- le travail et les actions que nous pouvons entreprendre ensemble pour que la Politique Agricole Commune et les politiques agricoles nationales soient enfin mises au service de l'ensemble des paysans.

pour agir !

Si la plupart des organisations se retrouvent d'accord sur l'analyse, il est évident que leurs priorités d'action diffèrent en fonction en particulier de leurs contextes nationaux respectifs. Pourtant ces journées ont permis d'aboutir à l'adoption d'une résolution commune. Mieux : on a défini des axes d'action pour poursuivre et développer sur le terrain le travail amorcé lors de ces rencontres :

- par la présence au milieu paysan : la crise actuelle du revenu et de la surproduction facilite la sensibilisation à nos idées de garantie de revenu ;
- par la clarification des notions de quota et quantum : en expliquant ce que demande la Commission Européenne et en marquant bien la différence avec nos propositions ;
- en intervenant ensemble au plus haut niveau de la CEE pour montrer qu'une force paysanne en Europe réifiéchit, propose et commence à agir autrement.

C'est dans cet esprit que les participants ont organisé dans la foulée la journée d'action commune du 17 février (voir pages suivantes).

Organisée à l'initiative de la CNTSP, cette quatrième rencontre a montré, peut-être pour la première fois, la possibilité, au-delà d'un échange entre organisations, de réellement travailler ensemble et d'aboutir à des actions communes. Petit à petit, depuis la première réunion en Autriche en 1981, puis en Suisse en 82 et en Allemagne en 83, se construit un mouvement qui a d'autant plus de force qu'il n'est pas allé "plus vite que la musique", qu'il ne s'est pas lui-même parachuté. Aujourd'hui l'actualité l'exige : il est temps qu'il se fasse entendre ! ■

Gérard Choplin

Résolution commune
(extraits)

Qu'elles appartiennent ou non à des pays de la Communauté, les 13 organisations paysannes européennes réunies à Kientzheim constatent que la crise à laquelle est confrontée l'agriculture s'y manifeste de la même façon, notamment par l'élimination des paysans défavorisés par rapport aux paysans productivistes qui ont bénéficié de la plus grande partie du soutien des marchés, aggravant du même coup le chômage.

Le modèle de développement mis en œuvre depuis 25 ans a engagé l'agriculture dans un mode de production de type industriel, encourageant la concentration de la production, l'accumulation du capital nécessaire, le recours massif au crédit, la recherche permanente des gains de productivité.

Ce modèle a bénéficié principalement : aux industries agro-alimentaires, aux banques et à une fraction réduite d'agriculteurs.

Mais il s'est développé au détriment du grand nombre de paysans qui sont frustrés du revenu de leur travail et des paysans du Tiers-Monde qui n'ont plus la possibilité de produire pour leur propre alimentation et sont obligés de travailler pour l'exportation.

Il est inacceptable que le poids des erreurs de la Politique Agricole Commune soit supporté par les familles paysannes européennes.

Il est inacceptable que les paysannes et les paysans soient manœuvrés les uns contre les autres.

Un contingentement de la production et une baisse du prix du lait accentueraient fortement l'élimination des paysans :

- les coûts de production croissants ne peuvent plus être couverts par une augmentation de la productivité ;
- des prix plus bas vont enterrer le revenu paysan ;
- une fuite dans d'autres productions n'a pas de sens car elle conduirait aussi très vite à des excédents ;
- en ce qui concerne les céréales, nous refusons de produire en fonction de prix imposés par les U.S.A.

Il est grand temps enfin que la Communauté assume ses responsabilités dans le maintien de l'emploi en agriculture.

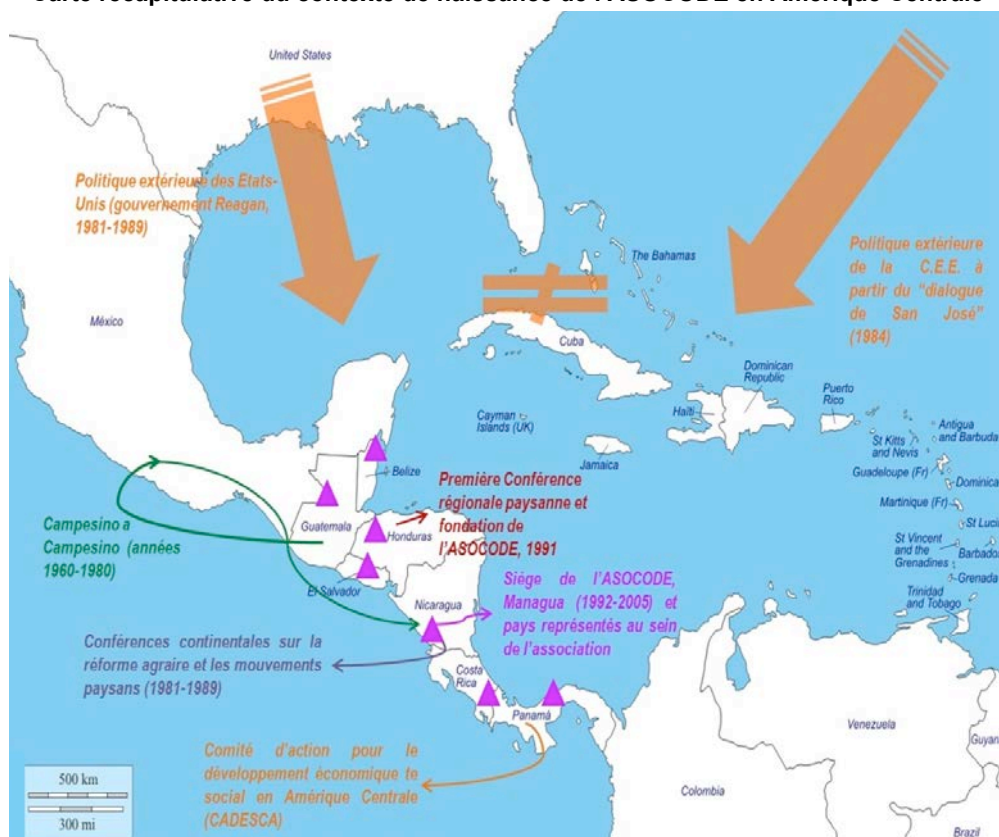
Nous proposons :

- les paysans doivent obtenir des prix agricoles qui garantissent la rémunération de leur travail et amorcent une politique de maîtrise de la production et de sa concentration, ce qui assurera le maintien de l'emploi en agriculture.
- l'importation des aliments protéiques et des produits de substitution aux céréales doit progressivement être réduite, sans diminuer ce revenu disponible.
- une répartition plus équilibrée des productions entre les régions et entre les pays, en fonction de leurs potentialités naturelles, doit être définie grâce à une régionalisation de la politique agricole commune, sans que la notion même de P.A.C. soit remise en cause.

(1) Ont participé à cette rencontre : Confédération Nationale des Syndicats de Travailleurs Paysans (CNTSP) ; Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne (MRJC) ; CEP rural Nouvelles Campagnes, Nature et Progrès ; Arbeitsgemeinschaft Bauernblatt (Allemagne Fédérale) ; Werkgroep Beter Zuilvelbedrijf (WBZ, Hollande) ; Boerengroep (Hollande) ; Union pour la Défense de l'Exploitation Familiale (UDEF, Belgique) ; Algemeen Boerensyndikat (ABS, Belgique) ; Österreichische Bergbauernvereingung (ÖBV, Autriche) ; Union des Producteurs Suisses (UPS, Suisse) ; Vereinigung zum Schutze der Kleinen und mittleren Betrieben (VKMB, Suisse) ; Socialistiske Bondar (Danemark) ; Coordinadora de Organizaciones de Agricultores y Granaderos (COAG, Espagne).

Avant été invités mais n'étaient pas représentés : FNSP (France) ; Confaltivator del Piemonte (Italie).

Carte récapitulative du contexte de naissance de l'ASOCODE en Amérique Centrale



(fonds de carte © d-maps.com ; © D. Thivet 2015)

La montée des alliances et coalitions transnationales contre le GATT : Compte-rendu d'une réunion de représentants paysans à Genève (30 novembre-1^{er} décembre 1987)

Paysans de tous les pays...

Une cinquantaine de responsables paysans d'Amérique du Nord, d'Europe et du Japon* ont débattu des problèmes agricoles les 30 novembre et 1^{er} décembre à Genève. But : élaborer des réponses face aux négociations du GATT.

Une plateforme commune de défense de l'agriculture familiale et paysanne a été constituée à cette occasion. Les participants notent l'urgence de relever les prix mondiaux et de mettre de l'ordre dans les productions et les marchés internationaux pour mettre fin à la guerre commerciale entre

les Etats-Unis et les pays de la CEE. Cet affrontement entraîne la baisse continue des prix agricoles, l'élimination des paysans et la concentration des productions.

Les autres principaux points d'accord sont les suivants :

- Le droit pour chaque pays de déterminer le niveau d'auto-suffisance et de sécurité alimentaire approprié à sa situation.
- Le droit pour chaque pays d'établir et de gérer sa propre politique agricole dans le cadre des accords internationaux.
- Le droit pour les agriculteurs d'obtenir un juste revenu qui doit provenir pour l'essentiel de la vente de leurs produits à un prix couvrant les coûts de production et une juste rémunération du travail.

Opposition aux politiques d'aide et d'assistance sans lien avec la production.

- Le droit pour chaque pays de choisir les moyens pour ajuster l'offre et la demande.
- L'interdiction des politiques d'exportation à prix de dumping.
- Les négociations du GATT doivent reconnaître les besoins spécifiques des pays en voie de développement.
- Pendant les négociations du GATT, des mesures d'urgence, coordonnées par les instances internationales, doivent être prises pour réduire et gérer les stocks, établir des prix mondiaux justes et augmenter le revenu agricole.

Les principes élaborés lors de cette conférence

seront présentés aux organisations agricoles et rurales à travers le monde afin d'obtenir leur adhésion et leur engagement. Les signataires de la plateforme entendent intervenir auprès de leurs gouvernements respectifs pour la mise en œuvre de ces principes en totale opposition à ceux du gouvernement américain qui exige une libéralisation des échanges, un abaissement général des barrières douanières et des aides aux agriculteurs.

A l'issue de la conférence, une délégation a été reçue par le secrétariat du GATT ainsi que par le directeur général de la CEE aux négociations du GATT.

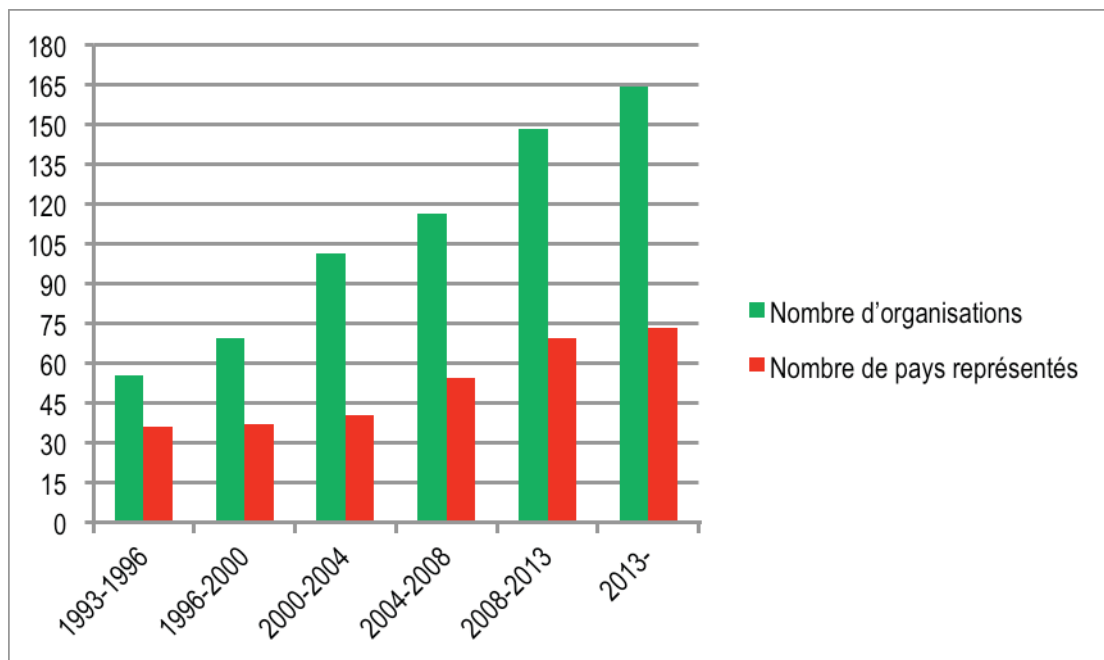
* Coordination paysanne européenne (CPE), Coalition pour la sauvegarde de l'agriculture familiale aux USA, North American Farm Alliance (NAFA) et National Farmers Unions (NFU, Canada), Zenchu (Japon).

(source : *Campagnes Solidaires*, n°5, janvier 1988, p. 5)

Un défi : faire mouvement « mondial »

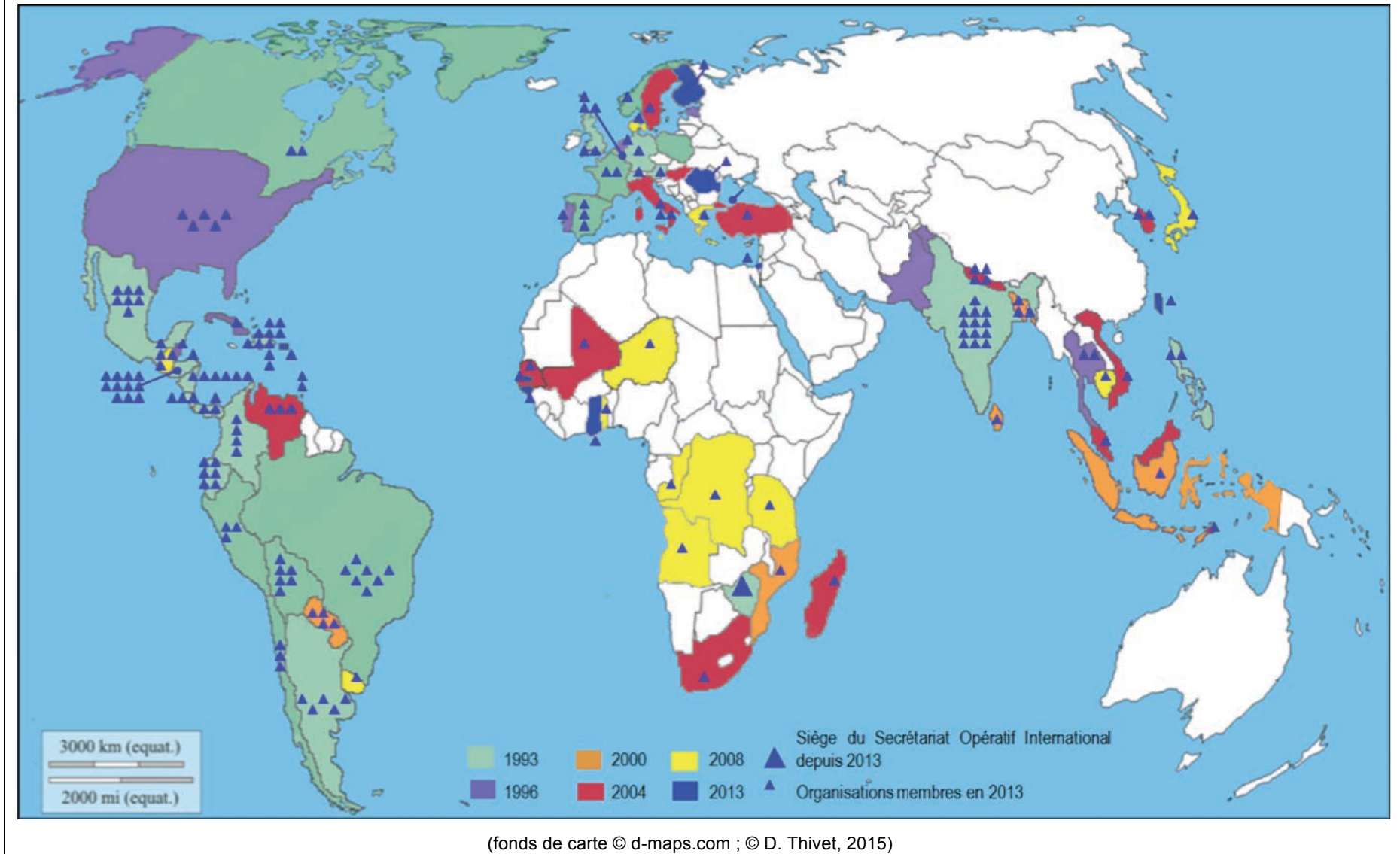
La thèse s'intéresse au travail spécifique accompli par les militant·e·s pour conférer une dimension « mondiale » à leur mouvement et amplifier la cause « des paysans et paysannes du monde », à la fois par la recherche de partenaires aussi nombreux et diversifiés que possible quant à leurs origines géographiques, un travail d'unification de la « cause paysanne » et l'occupation d'espaces internationaux, en particulier onusiens. La première dimension de cette construction réside dans l'extension géographique du mouvement : « faire nombre » permet en effet d'atteindre une certaine représentativité. Celle-ci suppose de trouver des ralliements issus de régions initialement sous-représentées lors de la fondation du mouvement, c'est-à-dire d'Asie, d'Afrique, et d'Europe de l'Est. Ce travail spécifique repose pour une grande part sur les délégué·e·s de *La Vía Campesina* et notamment sur leur capacité à se repérer dans des contextes sociaux et politiques différents. Ces dernier·e·s n'échappent pas cependant à des mésinterprétations, des malentendus et des situations déconcertantes : des déconvenues résultent parfois des indéterminations liées à la perte de repères des militant·e·s vis-à-vis des hiérarchies sociales, luttes de classement et autres modes de découpage propres aux différents champs partisans et syndicaux nationaux. L'art de discerner « qui est qui ? » et, par conséquent, qui est digne de rejoindre ou non le mouvement suppose en effet une opération plus complexe, car les membres de *La Vía Campesina* ont, dans chaque pays, leurs propres canevas d'interprétation, leurs propres critères d'évaluation et de jugement pour définir ce qui est une « organisation de paysans et/ou de travailleurs agricoles » et ce qui ne l'est pas. Les logiques de concurrence en termes de représentativité et les stratégies de distinction qui contraignent les membres de *La Vía Campesina* dans leur sphère nationale respective tendent en outre à se rejouer dans le champ syndical transnational. Les membres déjà affiliés – grâce à leur droit de primo-occupant – jouent en effet le rôle de gardiens ou « *gate-keepers* » (portiers), filtrant les entrées et les nouvelles demandes d'adhésion au niveau de chaque région de *La Vía Campesina*.

Un triplement du nombre d'organisations membres de *La Vía Campesina* depuis sa création (1993-2013)

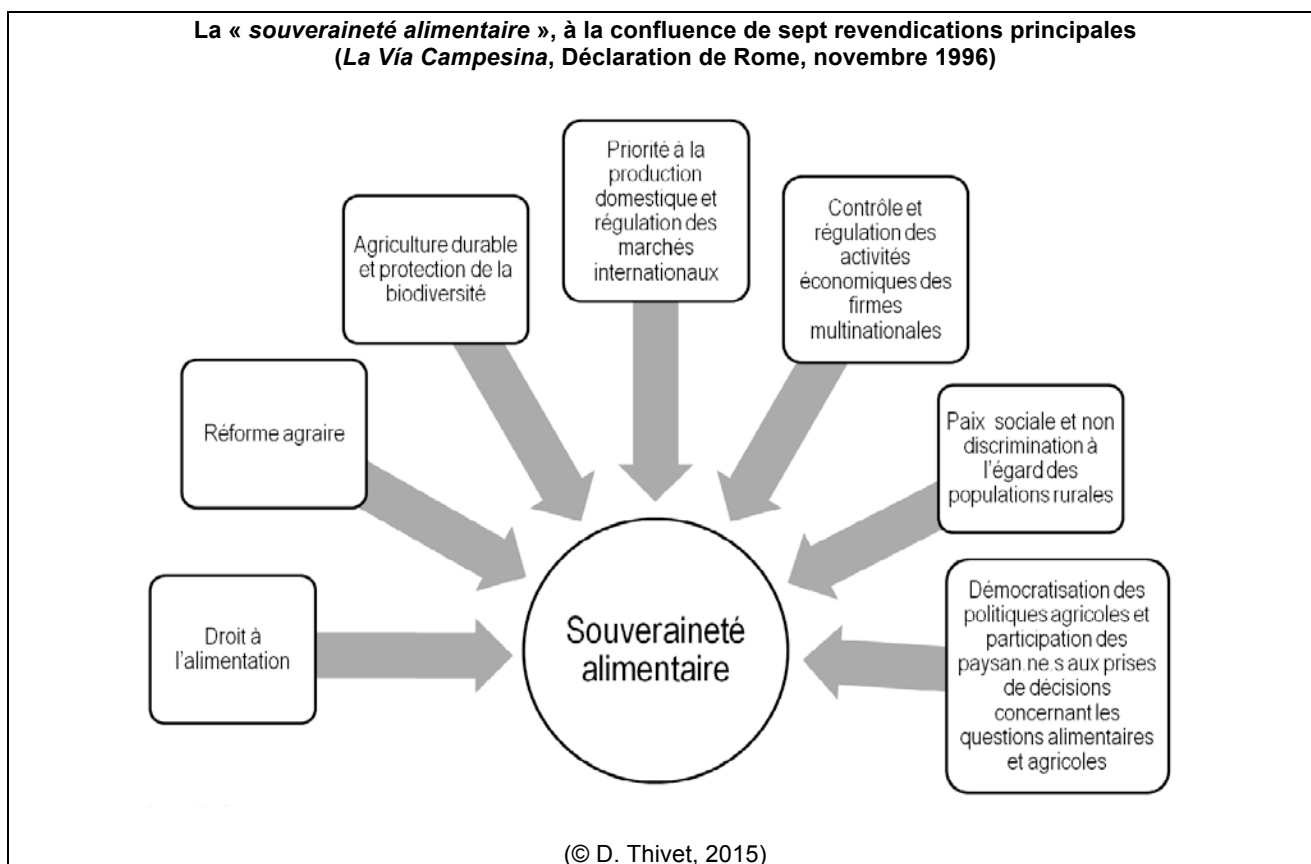


(© D. Thivet 2015)

L'expansion géographique du mouvement (1993-2013)



Un autre axe analysé dans la thèse concerne le travail de signification et d'homogénéisation entrepris au sein de *La Via Campesina* pour construire, à partir de cadres en partie hérités relatifs à l'enjeu alimentaire, une revendication transnationale commune permettant aux membres du mouvement de se reconnaître, mais aussi d'être reconnus sur la scène internationale. L'examen a porté en particulier sur un nouveau cadre d'action collective forgé par les militant·e·s, la « souveraineté alimentaire », aussi ample que possible pour embrasser et concilier à la fois une multiplicité d'interprétations et de réappropriations au sein même du mouvement, mais aussi pour rallier d'autres soutiens extérieurs au monde agricole. Il s'est agi de montrer comment les acteurs « s'arriment », en quelque sorte, à un problème public global préexistant (« la faim dans le monde ») et, tout en s'adaptant aux contraintes argumentatives des grammaires dominantes dans les arènes publiques internationales, comment ils tentent de les subvertir et de les utiliser comme tribune et vecteur d'amplification de la « cause paysanne¹⁵ ».



La dimension située de l'action collective transnationale est enfin explorée. Alors que le néolibéralisme, par-delà ses nombreuses variations et incarnations possibles, se caractérise depuis les années 1990 par une apparente ubiquité, les déplacements des militant·e·s hors de leurs frontières nationales respectives se caractérisent quant à eux par un coût élevé et des obstacles juridiques (liés à l'obtention de visas notamment). L'occupation stratégique de certains lieux, en particulier l'espace matériel et symbolique des organisations internationales, devient un vecteur de généralisation de la « cause paysanne ».

¹⁵ Delphine Thivet, « Peasants' Transnational Mobilization for Food Sovereignty in La Via Campesina », dans Carole Counihan et Valeria Siniscalchi (dir.), *Food Activism: Agency, Democracy and Economy*, Bloomsbury, 2014, p. 193-209.

Intervention de l'Indonésien Henry Saragih, Coordinateur Général de *La Via Campesina* de 2004 à 2013, pour réclamer l'adoption d'une « *Convention internationale sur les droits des paysans et des paysannes* », Assemblée générale des Nations Unies, New York, 6 avril 2009



(source : captures d'écran, avril 2009, www.un.org/webcast)

Représenter les « paysans et les paysannes du monde »

Si *La Via Campesina* rassemble officiellement aujourd'hui « environ deux cents millions de paysannes et de paysans », seul un nombre restreint d'individus prend part aux manifestations publiques, réunions de travail et commissions spécialisées du mouvement et un nombre encore plus limité accède à ses instances de représentation. Le développement et l'extension de cette « internationale paysanne » pose ainsi le problème, classique, mais non moins crucial en sociologie politique, de la représentation, de l'identité sociale et politique ainsi que des compétences spécifiques nécessaires à celles et ceux qui assument cette fonction. L'objet de ce dernier chapitre consiste par conséquent à aller au-delà de ce qui apparaît comme un « être collectif » pour explorer la manière dont se construit la représentation des paysan-ne-s – dans le double sens, distingué par Pierre Bourdieu, de « faire voir et faire valoir les intérêts d'une personne ou d'un groupe¹⁶ » – au-delà du cadre national. L'un des paradoxes de la représentation internationale, comme tout processus de représentation, réside en effet dans la nécessité de la délégation de ce travail à un nombre restreint de « porte-parole ». L'accès au champ syndical

¹⁶ Pierre Bourdieu, « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1984, vol. 52, n° 1, p. 49.

international dépend ainsi d'un certain nombre de propriétés sociales distinctives marquant la singularité sociale de ceux et celles qui portent le travail de représentation par rapport à celles et ceux dont ils/elles aspirent à porter la « voix » et les intérêts. À mesure que s'institutionnalise, si l'on peut dire, *La Vía Campesina*, notamment en accédant, comme à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et au Conseil des droits humains de l'ONU, à des espaces où se construisent des expertises, des compétences de plus en plus « techniques » sont nécessaires pour permettre l'accès au travail militant international. Le rôle discriminant de la maîtrise de l'anglais, mais aussi d'un « capital linguistique » plus large, s'affirme également comme un critère de recrutement des délégué·e·s. Si les fractions dominées du monde rural apparaissent donc structurellement vouées à « être parlés », elles s'efforcent toutefois, à travers le projet de construction de *La Vía Campesina*, de cesser d'être une « classe-objet » et de reprendre, par conséquent, la maîtrise de leur « propre objectivation et la production de leur propre image¹⁷ ». Il s'est donc agi d'appréhender ce processus de production du groupe des « paysans et des paysannes du monde » à travers des stratégies, images et pratiques de présentation de soi mises en œuvre par un petit nombre de « porte-parole » et représentant·e·s de *La Vía Campesina* : « se faire voir » à la fois aux autres, dans les arènes publiques internationales, et à soi-même, comme groupe transnational distinct dont les membres sont liés par une communauté de destin. Malgré les contraintes auxquelles doivent faire face celles et ceux qui accomplissent ce travail de présentation de soi, on ne doit pas mésestimer l'efficace qui en découle à la fois sur les militant·e·s, les organisations nationales et le sentiment d'appartenance à une « communauté imaginée » plus large. La circulation de répertoires d'action collective, de styles et de mots d'ordre militants, de discours féministes, etc. – même marqués par l'empreinte sud-américaine – contribue indéniablement à fabriquer un « internationalisme paysan ».

¹⁷ Pierre Bourdieu, « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 17-18, novembre 1977 « La paysannerie, une classe objet », p. 2-5.

Photographies d'une *mística* de *La Vía Campesina* (Copenhague, Danemark, 13 décembre 2009) organisée parallèlement à la 15^{ème} conférence des parties (COP 15) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)

Cette *mística* (terme brésilien qui désigne des saynètes théâtrales cherchant à faire voir l'horizon d'attente des membres de *La Vía Campesina* et mettant en scène l'identité « nourricière » des paysan·ne·s par des insignes divers) a été réalisée par les membres de la délégation étrangère de *La Vía Campesina* et des membres de l'organisation agricole danoise membre de *La Vía Campesina* devant le bâtiment Axelborg, siège à la fois du Conseil danois de l'alimentation et de l'agriculture, du Conseil danois pour la viande et des entreprises agro-exportatrices danoises Crown et Tican.

(Source : photographies par D. Thivet)



Photo 1 : Des militant.e.s danois.e.s représentent les animaux prisonniers de l'agro-industrie et des multinationales qui ont étendu leur empire sur toute la planète. Ils poussent des grognements. Debout en cercle et déployant la bannière verte du mouvement, les délégué.e.s internationaux restent de marbre.

Photo 2 : Un homme au casque de chantier rouge met dans la bouche des « cochons » des papiers sur lesquels est inscrit « soja » et « OGM ».

Photo 3 : Un homme avec une citrouille et une femme avec un bouquet champêtre se tiennent en périphérie de la scène.

Photo 4 : Beaucoup de journalistes, photographes, cameramen et spectateurs enregistrent la scène.

Photo 5 : Une jeune femme en combinaison verte et tenant une pancarte orange sur laquelle est inscrit le mot « *Agrobusiness* » porte à la main un portefeuille, elle fait tomber à terre deux « paysans » symbolisés par leur chapeau chinois.



Photo 6 : Soudain l'ensemble des délégué.e.s entrent dans le cercle en criant. Une marée de bannières vertes se déploie ; une lutte s'engage entre les membres de *La Via Campesina* et l'« *agrobusiness* ». La cage emprisonnant les animaux nourris aux OGM pour le compte des multinationales est brisée.



Photo 7 : Les délégué.e.s et les prisonnièr.e.s de l'« *agrobusiness* » se réunissent pour former un cercle plus grand. Tous crient en chœur « *viva Via Campesina !* ». Des prises de parole de plusieurs délégué.e.s de *La Via Campesina* (en portugais, espagnol, coréen, anglais, etc.) ont lieu pour expliquer le sens de l'action

Réflexions finales

Le détour par le cas de *La Via Campesina* a permis de mettre en évidence – à partir d'une scène souvent négligée dans les études antérieures portant sur la représentation agricole – le processus de réappropriation, par une fraction de la « classe objet », du « pouvoir de définir sa propre identité » et de la maîtrise de sa propre objectivation. Alors que la décennie des années 1990 a marqué, pour nombre d'observateurs, un monde ouvrier « défait¹⁸ », de plus en plus invisibilisé et réduit au silence¹⁹, dont l'internationalisme se trouve, depuis plus longtemps encore, divisé, il s'est agi d'étudier, à partir du processus de construction d'une représentation internationale des « travailleurs de la terre », le travail militant qui a contribué à faire exister un groupe social et à le rendre visible au sein de la sphère publique.

Cette thèse s'est ainsi donnée comme principal objectif de comprendre sous quelles conditions s'est accomplie l'internationalisation des luttes paysannes. Je me suis efforcée de restituer toute son épaisseur historique et sociale à ce processus en mettant au jour les différentes facettes du travail militant de différenciation, de connexion et d'unification accompli par-delà les frontières sociales nationales par les militant·e·s – tout au long d'une trajectoire initiée à l'orée des années 1980 et qui, par-delà ses transformations et sa part d'imprévisibilité, se poursuit encore aujourd'hui – en vue de conférer une plus ample visibilité sociale à la « cause paysanne » dans l'espace public. C'est dans cette perspective que j'ai fait le choix de mener de front, tout à la fois de manière diachronique et synchronique, l'analyse de cet objet « transnational » à partir de trois terrains d'enquête et d'échelles d'observation différentes. Le pari qui a présidé à cette recherche a été de prendre au sérieux cette « voie paysanne » tout à la fois comme produit de l'imbrication de logiques locales, nationales, internationales, et génératrice elle-même de multiples croisements qui ont contribué pour partie à sa longévité ainsi qu'à son institutionnalisation. Soucieuse d'éviter le biais d'une explication monocausale mobilisant la « globalisation » – concept flou et doté d'une élasticité sémantique prêtant à confusion – comme principe explicatif du développement de mouvements sociaux transnationaux, c'est précisément l'exploration de cet enchevêtrement, c'est-à-dire les continuités et l'articulation complexe qui se nouent entre ces logiques différenciées, que cette thèse a permis de saisir.

Les enseignements tirés de cette recherche ont en outre révélé la capacité de certaines fractions dominées des mondes ruraux à mobiliser, en maintes occasions, tant sur un plan cognitif, institutionnel que matériel, des ressources initialement forgées dans d'autres mondes sociaux. L'internationalisation procède en effet également de chemins de traverse entrevus et ouverts à la faveur de médiations : celles de « passeurs » et autres « agents de traduction du monde²⁰ » qui ont reconverti à un moment donné certaines de leurs ressources, acquises ailleurs, dans les mondes ruraux. Qu'ils soient issus des réseaux communistes, des mondes religieux, du secteur de la solidarité internationale, du militantisme environnementaliste ou encore de la sphère juridique (« *cause-lawyering* »), ces médiateurs participent de manière directe ou indirecte à disséminer, auprès de militant·e·s paysan·ne·s qui ont su se les réapproprier, des opérateurs cognitifs de traduction et de mise en équivalence de situations et d'intérêts initialement pensés comme incommensurables. Ils contribuent en outre à importer et à faire circuler, par-delà les frontières sociales mais aussi nationales, des cadres de l'action collective. Enfin, ils participent à la mise en forme des griefs et des argumentaires afin que la « cause paysanne » puisse, en fonction des arènes publiques que les militant·e·s cherchent à investir, mieux « se faire entendre » et rallier ainsi de nouveaux soutiens. L'insistance, tout au long de la thèse, sur les formes de « courtage » ou d'intermédiation (qu'elles soient individuelles ou collectives), permet de montrer que l'internationalisation des luttes se construit à partir d'une chaîne complexe et mouvante : c'est-à-

¹⁸ Gérard Mauger, « Les ouvriers : un monde défait », *Actes de la recherche en sciences sociales*, décembre 1996, n° 115, p. 38-43.

¹⁹ Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 1999, p. 14-15.

²⁰ Pour reprendre une expression utilisée par Sylvie Ollitrault à propos des militant·e·s écologistes (*Militer pour la planète : Sociologie des écologistes*, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 15).

dire, à la fois de manière décentrée, en suivant plusieurs voies parallèles qui à un moment parviennent ou non à converger durablement, et surtout en s'appuyant sur un certain nombre de relais et réseaux préalables qui lui servent de support.

Enfin, si les trajectoires internationales de la Confédération Paysanne, du MST et du KRRS ne forment, concernant le processus étudié, qu'une partie du « puzzle », leur étude a toutefois contribué à éclairer, à travers leurs configurations et leurs bifurcations singulières, quelques-unes des principales modalités d'ériger « l'international » en enjeu légitime et en motif d'action collective. L'enquête a permis en effet de distinguer différents usages externes et internes de « l'international » (selon l'expression d'Ivan Bruneau)²¹, impliquant chacun des modes de légitimation et des investissements différenciés du militantisme international. En effet, « l'international » peut être conçu comme une voie stratégique de contournement de ce que les acteurs sociaux perçoivent comme un espace national ou local « fermé ». La fermeture de l'espace national recouvre différentes situations : contexte de répression par la dictature militaire puis contexte de délégitimation dans la sphère publique et médiatique dans le cas des *sem terra* ; sentiment d'être exclus du système de représentation nationale et de n'être pas entendus par les différents agents du pouvoir étatique du fait de la présence hégémonique de la FNSEA dans le cas de la CNSTP et d'autres mouvances de la gauche paysanne puis de la Confédération Paysanne ; enlisement dans des divisions internes et perte de crédibilité du *leadership* dans le cas du KRRS. « L'international » peut être enfin conçu comme un site de ressourcement symbolique et comme un lieu de ré-enchantement militant. Une autre manière d'appréhender l'internationalisation des luttes réside en effet dans la prise en considération de ses effets symboliques et moraux sur les militant·e·s eux/elles-mêmes. La « globalisation de la lutte », indissociable de la « globalisation de l'espérance » dans le slogan de *La Vía Campesina*, rappelle en effet que la lutte ne peut être menée et se perpétuer sans être animée par la projection d'idéaux de justice et d'émancipation sociales. À cet égard, « l'international » offre un cadre pour faire l'expérience de la transcendance des particularismes et d'élévation à l'universel.

Si le premier des combats est pour les paysan·ne·s de « ne pas disparaître » et de pouvoir continuer à « vivre de leur métier », le devenir de l'« internationale paysanne » que cette thèse a pris pour objet d'étude dépendra de la capacité de ses membres à tenir l'équilibre toujours incertain entre, d'une part, le travail d'autoformation et d'auto-organisation au plan local/national et, d'autre part, le travail de plaidoyer au plan international pour faire inscrire la « cause paysanne » à l'agenda des politiques publiques. Reste que pour rendre totalement justice à la singularité du processus de construction de cette internationale paysanne, il faudrait le confronter de manière systématique aux logiques qui ont présidé à la constitution d'autres internationalisations, même si je me suis efforcée de le faire dans plusieurs occasions. Autrement dit, cette thèse qui met au jour la capacité d'une fraction des paysanneries à internationaliser leurs luttes, et les fait entrer dans un cadre analytique commun, appelle d'autres prolongements et d'autres confrontations.

²¹ Ivan Bruneau, *La Confédération paysanne : s'engager à « juste » distance*, thèse de doctorat en science politique, Université Paris X-Nanterre, 2006, p. 57.

